

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

Belgique. (La statistique officielle en France et à l'étranger. Organisation, travaux et publications des services de statistique des différents ministères)

Journal de la société statistique de Paris, tome S26 (1886), p. 205-228

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1886__S26__205_0

© Société de statistique de Paris, 1886, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

BELGIQUE

PREMIERE PARTIE

Considérations générales et historiques.

Dès la proclamation de son indépendance, la Belgique se préoccupa de l'institution d'un bureau central de statistique.

En effet, par décret du 24 janvier 1831, le Gouvernement provisoire prescrivit le rétablissement de la Statistique générale au Ministère de l'Intérieur.

Toutefois, d'autres départements créèrent respectivement des bureaux pour les travaux de statistique judiciaire, financière, etc.

La centralisation n'était donc pas complète. Elle n'est, du reste, pas indispensable ; mais ce qui importe c'est que l'unité règne dans les travaux de statistique. De là, la création (16 mars 1841), de la Commission centrale de statistique chargée de grouper et d'examiner tous les renseignements épars que recueillaient les diverses administrations.

Cette mission lui permet de signaler les lacunes ou les détails superflus qui se trouvent dans les données statistiques de chaque département ministériel ; de proposer les modèles des états et des tableaux destinés à recueillir et à classer les éléments de ces publications ; de veiller à ce que tout double emploi soit évité dans les demandes de renseignements et dans les publications elles-mêmes.

Cette institution n'a cessé de fonctionner depuis quarante-quatre ans et les services qu'elle a rendus sont nombreux et appréciés. La Commission centrale a compté dans son sein des hommes qui ont honoré la science de la statistique. La réputation de Quetelet est universelle. D'autres membres, peut-être moins connus, ont néanmoins largement contribué au développement de la statistique, et l'on peut affirmer que la commission belge a entièrement justifié son mandat.

A l'origine de son institution, la Commission centrale était absorbée par l'organisation de la statistique belge ; aujourd'hui elle s'attache à l'améliorer et à la développer dans les limites d'une saine et bonne pratique pour la constatation des faits sociaux et économiques.

La commission peut, à cette fin, adresser directement au ministre de l'intérieur

telles propositions qu'elle juge convenable, lesquelles sont ensuite soumises, par les soins de l'administration, au chef du département intéressé, qui les adopte ou les modifie s'il y a lieu.

D'autre part, les améliorations qui ne sont pas dues à l'initiative de la commission sont soumises à son avis.

Le nombre des membres de la commission centrale de statistique n'est pas déterminé. Il est actuellement de 18, y compris un président d'honneur, le président effectif et le secrétaire. Ils sont nommés par le Roi pour un terme de six ans, sauf les membres du bureau dont les fonctions sont permanentes. Ils sont choisis, de préférence, parmi les hommes qui ont occupé un rang distingué dans la science et parmi les chefs d'administration. La législature, les académies, les universités y ont des représentants.

La commission se renouvelle par tiers tous les deux ans, mais les membres sortants peuvent être maintenus.

A côté de la commission centrale existent des commissions provinciales de statistique. Elles sont chargées de coopérer aux travaux de la commission centrale. Leur mission est tracée par l'arrêté d'institution (6 avril 1843), ainsi conçu :

« Les commissions provinciales surveillent et coordonnent les travaux statistiques dans les provinces ; elles font recueillir les renseignements qui leur sont demandés ou qu'elles jugent utile de rassembler et donnent leur avis sur les documents qui leur sont transmis officiellement. »

Les commissions provinciales de statistique se réunissent au chef-lieu de chacune des neuf provinces du royaume. Elles ne peuvent compter chacune plus de douze membres ni moins de six, non compris le président qui est, de droit, le gouverneur de la province.

Les mêmes règles sont applicables à la commission centrale et aux commissions provinciales quant au mode de nomination des membres, à la durée du mandat, au renouvellement biennal et au maintien des membres sortants.

Après cet aperçu général, nous ferons connaître les travaux statistiques effectués dans les divers ministères en indiquant les méthodes suivies par les diverses administrations (1).

(1) Le défaut d'espace ne nous permet pas, à notre très grand regret, de reproduire les *tableaux annexes* qui étaient joints à ce travail. Nous ne pouvons que féliciter l'administration belge du soin qu'elle a mis à les établir.

DEUXIÈME PARTIE

Travaux et publications statistiques des divers ministères.

I.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

I. — Ce ministère recueille les renseignements relatifs à l'émigration par le port d'Anvers.

Jusqu'à présent on s'est borné à dresser un état mensuel indiquant le nombre de personnes embarquées et parties d'Anvers soit directement, soit indirectement pour les pays transatlantiques. Ce relevé comprend, par date de départ, le nombre d'émigrants embarqués, le nom du navire, son pavillon, le pays de destination et le total des ex-émigrants débarqués à Anvers.

A l'avenir, on se propose de développer cette statistique et de la compléter par des données trimestrielles et aussi exactes que possible, sur le sexe, l'âge, l'état civil, la profession et la nationalité des émigrants et ex-émigrants (1).

Le commissaire du Gouvernement pour l'émigration est chargé de recueillir les renseignements dont il s'agit, et de les transmettre au ministère des affaires étrangères par l'intermédiaire du gouverneur de la province.

Jusqu'à ce jour, il n'a pas été fait de publication spéciale sur cet objet. On a inséré certains renseignements recueillis dans le *Tableau général du commerce de la Belgique avec les pays étrangers* et dans l'*Annuaire statistique de la Belgique*, documents dont il sera parlé plus loin.

II. — Le ministère des affaires étrangères est aussi chargé de l'élaboration du *Recueil consulaire*. Ce document se compose des *Rapports* que les consuls sont tenus d'adresser au Gouvernement en vertu de l'arrêté royal du 13 novembre 1855.

III. — Le ministère des affaires étrangères a également dans ses attributions les ordres et la noblesse.

Il est ainsi chargé de la tenue des registres généraux et particuliers de l'ordre de Léopold, il autorise le port des insignes d'ordres étrangers et il dresse la liste des personnes autorisées à porter des titres de noblesse.

Chaque année la liste nominative des personnes décorées de l'ordre de Léopold et des ordres étrangers pendant l'année précédente, et la liste des nobles sont publiées dans l'*Almanach royal*. Cet almanach fait l'objet d'une entreprise privée, mais les matériaux en sont fournis par les administrations publiques en vertu de l'arrêté royal du 14 octobre 1839.

Au ministère des affaires étrangères il existe également un bureau spécial chargé de la statistique des *tarifs* de douane des pays étrangers. La publication de ce travail est faite par le *Moniteur belge* (Journal officiel) sous forme d'annexes.

PUBLICATIONS.

Recueil consulaire, 50 tomes parus, 1839 à 1885. Le premier volume (1839 à 1855) a été publié en 1856.

(1) La statistique pour 1885 a été dressée avec ces développements.

II.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'INDUSTRIE ET DES TRAVAUX PUBLICS.

I. — Administration de l'agriculture et de l'industrie.

1° L'administration de l'agriculture relève d'abord le prix moyen des principaux produits agricoles.

La marche à suivre pour dresser ce relevé est déterminée par les arrêtés royaux du 28 octobre 1857 et du 7 janvier 1875.

Les données sur cet objet sont transmises directement au ministère de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics par les administrations communales intéressées.

2° Le rendement par hectare des denrées alimentaires est aussi constaté par l'administration de l'agriculture. Ce sont les commissions provinciales d'agriculture qui fournissent les éléments de cette statistique, en se conformant aux instructions contenues dans l'arrêté ministériel du 1^{er} juillet 1850.

3° L'administration porte aussi ses recherches sur le nombre et le mouvement commercial des foires et marchés aux chevaux et bestiaux.

Les données à cet égard sont fournies à la fin de chaque année par les gouverneurs de province.

4° Certains autres relevés sont encore opérés, par exemple, en ce qui concerne les animaux atteints de maladies contagieuses, le défrichement et le boisement, etc.

Ces statistiques, comme les précédentes dont nous venons de parler dans ce paragraphe, sont insérées annuellement dans le *Bulletin de l'agriculture*, qui était publié antérieurement sous le nom de *Bulletin du conseil supérieur de l'agriculture*.

5° Nous terminons ce qui regarde spécialement la statistique agricole par sa partie principale, les recensements de l'agriculture.

Il en a été fait un tous les dix ans depuis 1846, sauf que le dernier, au lieu d'avoir été opéré en 1876, ne l'a été qu'en 1880.

Il a porté sur le nombre des animaux domestiques, sur la répartition des cultures, sur l'étendue et le produit des bois et forêts, sur les étendues cadastrales et le nombre des exploitations rurales, sur la population agricole et ses salaires, sur la valeur vénale des terres et le prix moyen des baux, sur les principales machines agricoles et les quantités de semences employées, et enfin sur le produit total et par hectare, des principales denrées agricoles.

On trouvera en annexe les tableaux et modèles mis en usage pour ce recensement.

C'est aux instituteurs communaux principalement qu'a été confié le soin de recueillir chez les cultivateurs les renseignements nécessaires. Au surplus, on a mis à contribution d'autres éléments pour contrôler l'exactitude des renseignements recueillis. Les commissions provinciales d'agriculture, les agents de l'administration forestière, ceux de l'administration des domaines, etc., ont fréquemment été consultés.

Un compte rendu spécial a été publié pour ce recensement comme pour les précédents.

6° Les sociétés de secours mutuels ressortissent à l'administration de l'agriculture et de l'industrie et font l'objet de relevés annuels. Conformément à la loi du 3 avril 1851, les sociétés de secours mutuels reconnues sont tenues d'adresser chaque année, dans le courant des deux premiers mois, à l'administration communale du lieu où elles ont leur siège, un compte de leurs recettes et de leurs dépenses pendant l'exercice écoulé. Ces documents sont ensuite transmis à l'administration centrale, par l'intermédiaire de MM. les gouverneurs de province.

Un certain nombre de sociétés de secours mutuels non reconnues, bien que n'y étant pas obligées, adressent également leurs comptes au Gouvernement.

Les renseignements ainsi recueillis sont publiés dans les rapports de la commission permanente des sociétés de secours mutuels.

7° Le service des poids et mesures relève par année le nombre et l'espèce des poids, mesures, etc., soumis à la vérification première ou à la vérification périodique.

Ces données sont fournies dans le courant du mois de février de chaque année par les vérificateurs des poids et mesures.

8° Les conseils de prud'hommes doivent, chaque année, faire connaître leurs travaux. Ils ont à remplir à cet effet un tableau spécial dont le modèle est annexé.

9° En ce qui concerne les brevets d'invention, la liste de tous les brevets délivrés est publiée au journal officiel, le *Moniteur belge*.

Le nombre des brevets, tant délivrés qu'annulés, et le montant des recettes sont ensuite relevés spécialement.

10° L'administration relève également le nombre de chaque espèce d'armes éprouvées au banc d'épreuves des armes à feu de Liège, ainsi que le nombre total des éprouvés.

11° Enfin elle recueille encore des données sur l'enseignement vétérinaire, agricole et horticole de l'État, sur les écoles industrielles et sur les ateliers d'apprentissage subsidiés par le Gouvernement.

Les diverses statistiques que nous venons d'indiquer sont publiées dans l'*Annuaire statistique de la Belgique*.

II. — Administration des lettres, des sciences et des beaux-arts.

Cette administration rassemble des données statistiques sur le mouvement du Dépôt-légal, sur les académies des beaux-arts et écoles de dessin, sur les conservatoires et écoles de musique et sur les expositions des beaux-arts. Les données statistiques qui ont trait à ces objets sont publiées dans l'*Annuaire statistique de la Belgique*.

III. — Administration des mines.

1° C'est à cette administration qu'incombe le soin de se renseigner sur le nombre, la production et les ouvriers des établissements régis par la loi du 21 avril 1810, comme les carrières souterraines, les mines de houille, les mines métalliques, les exploitations libres de minerais de fer, les usines sidérurgiques et les usines minéralurgiques.

Les renseignements sur ces matières sont recueillis par les ingénieurs des mines.

Ils dressent aussi les états pour établir la redevance des mines. C'est d'après leur travail que la perception de cet impôt est opérée.

Les carrières à ciel ouvert, bien que non placées sous la surveillance des ingénieurs des mines, font également l'objet de relevés quant à leur nombre, leur production et leurs ouvriers. Les ingénieurs du Gouvernement cherchent à obtenir des données aussi exactes que possible en s'adressant aux bourgmestres des communes où peuvent exister des établissements de l'espèce, sans y comprendre, toutefois, les extractions de sable et d'argile dans les provinces d'Anvers, des Flandres et de Limbourg.

2° Les ingénieurs des mines réunissent, en second lieu, les éléments pour la statistique des accidents (nombre et nature) survenues dans les mines, minières, carrières souterraines, ainsi que dans les usines métalliques régies par la loi du 21 avril 1810.

Il est dressé un état spécial pour les accidents occasionnés par l'usage des machines à vapeur ou des générateurs.

3° La situation des machines à vapeur et des générateurs est établie, chaque année, par les soins des ingénieurs des mines ou, à leur défaut, des ingénieurs des ponts et chaussées, chargés de la police de ces appareils.

4° Enfin, un compte rendu général des caisses de prévoyance des ouvriers mineurs est publié par leur commission permanente. Les éléments en sont puisés dans les rapports annuels des commissions administratives desdites caisses.

Les statistiques relatives au nombre et à la production des établissements industriels précités, à leurs ouvriers, aux accidents y survenus et aux appareils à vapeur ont été, de 1838 à 1855, publiées dans des documents spéciaux. Depuis 1857, elles ont été insérées dans les *Documents statistiques publiés par le département de l'intérieur* et l'*Annuaire statistique de la Belgique*.

IV. — Administration des ponts et chaussées.

Cette administration qui a les voies navigables dans ses attributions relève l'importance, les éléments et les directions du trafic, pour les eaux intérieures, conformément au type adopté.

Les éléments de cette statistique sont recueillis journallement par les éclusiers-receveurs ou les receveurs de droit de navigation. Ils sont vérifiés par le conducteur des ponts et chaussées et transmis mensuellement à l'ingénieur des ponts et chaussées.

PUBLICATIONS.

- 1° Bulletin du conseil supérieur d'agriculture. 38 vol., année 1846 et suivantes, in-4°;
- 2° Recensement général de l'agriculture en 1846. 4 vol. in-fol. — Id., Résumé. 1 vol. in-4°. — Id., en 1856. 1 vol. in-4°. — Id., en 1866. 1 vol. in-4°. — Id., en 1880. 2 vol. in-4°;
- 3° Rapports sur les sociétés de secours mutuels, 1852 à 1882;
- 4° Mines, minières, usines minéralurgiques et machines à vapeur pour 1838 à 1855. 6 vol. in-folio ;
- 5° Rapport sur les caisses de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs, présenté au Roi par M. Nothomb, ministre des travaux publics, le 24 juin 1839 ;
- 6° Rapport sur les caisses de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs, présenté au Roi par M. Desmazières, ministre des travaux publics, le 19 décembre 1841 ;
- 7° Rapport sur les caisses de prévoyance des ouvriers mineurs, présenté au Roi en 1842,
- 8° Rapports des commissions administratives des caisses de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs ;
- 9° Rapports de la commission permanente des caisses de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs ;
- 10° Annales des travaux publics de Belgique, 1843 à 1884. 41 vol. ;
- 11° Des Voies navigables en Belgique. Considérations historiques suivies de propositions diverses ayant pour objet l'amélioration et l'extension de la navigation, rédigé par M. Vifquain, 1842 ;
- 12° Tableau indiquant les routes construites ou en construction depuis 1830 à 1848. 1 vol. in-4° ;
- 13° Statistique du mouvement des transports sur les voies navigables de la Belgique ;
- 2° semestre de 1879. 1 vol. in-8° ;
- 14° Voies navigables de la Belgique. Recueil de renseignements, 2 vol. in-8° ;
- 15° Enquête sur l'industrie linière, 2 vol. in-8° ; 1 vol. interrogatoires, juin 1841. 2 vol. rapport de la commission, explorations à l'étranger, octobre 1842 ;
- 16° Enseignement agricole. Rapports triennaux.

N. B. — Le ministère de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics a été seulement créé en 1884. La plupart des publications mentionnées ci-dessus n'ont donc pas été publiées par ses soins. Les unes l'ont été par le ministère de l'intérieur, les autres par le ministère des travaux publics, aujourd'hui dénommé ministère des chemins de fer, postes et télégraphes. D'autre part, il se trouve parmi les publications qui seront, plus loin, attribuées à ce dernier département, certains documents auxquels ont concouru les administrations des ponts et chaussées et des mines.

III.

MINISTÈRE DES CHEMINS DE FER, POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

I. — Administration des chemins de fer.

Les principaux éléments de statistique que cette administration recueille, ont trait au mouvement et à la recette des voyageurs, bagages et marchandises transportés par les chemins de fer exploités par l'État.

1° *Voyageurs.* — On distingue :

a) Les transports effectués exclusivement sur le réseau de l'État ; ils sont relevés par les stations expéditrices ;

b) Les transports effectués en destination des compagnies en relation ;

c) Les transports provenant des compagnies en relation soit à destination du réseau de l'État, soit en transit par ses lignes ;

Les renseignements précités, relevés par les stations et compagnies expéditrices, sont centralisés sur un tableau à ce destiné.

2° *Bagages.* — Les distinctions faites pour la statistique des bagages ne sont qu'au nombre de deux :

a) Transports effectués exclusivement sur le réseau de l'État et transports en destination des compagnies en relation ;

b) Transports provenant des compagnies en relation soit à destination du réseau de l'État, soit en transit par ses lignes ;

La centralisation de ces données, recueillies par les stations ou compagnies expéditrices, se fait sur la même feuille que celle employée pour la statistique des voyageurs.

3° *Marchandises, finances, équipages, animaux.* — Les formules employées diffèrent selon que les transports sont :

a) Expédiés par les stations de l'État en destination des compagnies en relation ;

b) Faites en transit par le réseau de l'État ;

c) Reçus par les stations de l'État.

Dans les deux premiers cas, le mouvement et la recette sont inscrits dans les comptes dressés par les compagnies destinataires ; dans le troisième cas, le mouvement ainsi que la recette sont fournis par les stations sur des formules différentes, selon qu'il s'agit d'expéditions effectuées exclusivement sur le réseau de l'État ou d'expéditions provenant de compagnies. On centralise les renseignements ainsi recueillis sur les marchandises, finances, équipages et animaux, puis on les réunit aux données sur les voyageurs et les bagages pour former un état général du mouvement et de la recette, qui est publié au *Moniteur belge*.

L'administration centrale dresse également la statistique numérique du matériel de traction et de transport. Elle est établie au moyen de deux états de situation, l'un pour les locomotives, les tenders et les voitures à vapeur, l'autre pour les voitures à voyageurs, les wagons, et autres véhicules du matériel de transport. Ces états sont fournis mensuellement par les chefs de service.

II. — Administration de la marine.

Cette administration s'occupe de réunir les renseignements sur la pêche maritime. C'est par l'intermédiaire des commissions spéciales de pêche et des commissaires maritimes que ces renseignements sont obtenus. Ils sont publiés dans le *Tableau général du commerce de la Belgique avec les pays étrangers*.

Les paquebots de l'État ressortissent également à cette administration. C'est donc elle qui dresse la statistique du mouvement qui s'effectue par ces paquebots entre la Belgique et l'Angleterre *viâ* Ostende.

III. — Administration des postes.

En ce qui concerne les objets de toute nature dont il est tenu attachement dans les bureaux, le mouvement en est établi d'après les documents où ils sont inscrits.

Quant aux correspondances ordinaires, c'est-à-dire celles dont le passage par la poste ne laisse aucune trace, le nombre en est évalué, d'après les dénombrements périodiques et partiels, prescrits aux dates ci-après :

Du 1^{er} au 7 février et du 8 au 14 août, pour les lettres ordinaires et les cartes postales ;
Du 15 au 21 janvier et du 8 au 14 juillet pour les journaux, les imprimés, les échantillons et les papiers d'affaires ;

Du 20 au 26 juillet pour les correspondances de service.

Pendant ces périodes, tous les bureaux sont tenus de compter et ce, suivant le détail du relevé qu'ils ont à remplir, les objets qu'ils expédient. Les bureaux d'entrée comptent pareillement les objets qu'ils reçoivent de l'étranger.

A l'expiration de la période, les totaux journaliers sont reportés à un relevé récapitulatif que chaque bureau transmet à l'administration centrale. Ces relevés sont transcrits, après vérification, sur des calepins spéciaux dressés par province. Les totaux de ces calepins sont multipliés par 26 ou par 52, suivant que les dénombrements périodiques ont lieu deux fois ou une fois pendant l'année. Le résultat de cette multiplication donne le mouvement général pour l'année, de chaque catégorie d'objets ordinaires.

L'administration des postes relève également le nombre de journaux et écrits périodiques qui se publient en Belgique, en les classant d'après leur périodicité et leur caractère.

Elle dresse cette statistique à l'aide des renseignements que lui fournissent les éditeurs pour le service des abonnements souscrits par son entremise.

IV. — Administration des télégraphes.

Mouvement des télégrammes internes. — Les minutes des télégrammes au départ sont transmises régulièrement, par les bureaux télégraphiques, à la direction des télégraphes, au plus tard, le lendemain de leur date.

L'envoi de ces documents est accompagné d'un bordereau qui consigne les télégrammes par catégorie.

La direction des télégraphes inscrit, par journée et par bureau, dans un cahier confectionné au moyen d'imprimés, le nombre des télégrammes simples, c'est-à-dire qui ne comportent aucune opération accessoire.

Un second cahier, fait au moyen d'imprimés semblables à ceux du premier, récapitule, de la même façon, tous les télégrammes comportant une opération accessoire (*télégrammes enregistrés, télégrammes avec réponse payée, télégrammes d'État, télégrammes-mandats, télégrammes urgents, etc.*).

La transcription de tous les totaux est faite dans un cahier spécial qui se compose d'autant de colonnes qu'il y a de catégories de télégrammes.

L'addition des chiffres de ce cahier donne le mouvement intérieur, par catégorie et par bureau, ainsi que le mouvement total interne.

La direction des télégraphes ne tient pas compte du mouvement intérieur à l'arrivée.

Recette des télégrammes à l'intérieur. — Pour obtenir la recette des télégrammes à l'intérieur, la direction des télégraphes multiplie le nombre total des différentes catégories de télégrammes par leur taxe minima respective, et ajoute à ce produit le total des suppléments qui sont renseignés en regard du mouvement de chacun des bureaux.

Le total donne la recette interne.

Télégrammes internationaux au départ. — Les bureaux télégraphiques transmettent à la direction des télégraphes, en même temps que les minutes des télégrammes, un imprimé renseignant sur les dépêches acceptées pour l'étranger.

Cet imprimé indique, au verso, par pays de destination, le nombre des télégrammes émis.

Pour obtenir le mouvement des télégrammes envoyés de la Belgique à l'étranger, la direction fait, journée par journée et par pays de destination, sur un second imprimé, la récapitulation de ces télégrammes qui sont totalisés mensuellement.

La direction inscrit également, sur le 1^{er} imprimé en regard des télégrammes, les taxes perçues dont le total est transcrit sur le second.

L'addition de ces taxes, faite à la fin du mois, donne le chiffre de la recette brute des télégrammes internationaux au départ.

Pour obtenir le mouvement total général, par bureau d'origine, on inscrit le mouvement mensuel du service international, à la suite du mouvement interne.

Télégrammes internationaux à l'arrivée et en transit. — Il est tenu, aux appareils télégraphiques, des procès-verbaux spéciaux renseignant tout ce qui concerne les télégrammes internationaux au départ, à l'arrivée et en transit.

Ces procès-verbaux sont envoyés à la Direction et servent à établir les comptes avec les États limitrophes.

A l'aide de ces comptes, on dresse, par pays d'origine, le mouvement de toutes les correspondances adressées de l'étranger aux bureaux belges, et par pays d'origine et de destination, le mouvement des télégrammes qui ont transité par la Belgique.

Ces inscriptions se font sur des feuillets journée par journée ; en totalisant, on arrive à connaître les différents mouvements mensuels.

Le relevé de ces mouvements se fait dans un répertoire qui permet d'établir, à la fin de l'année, la somme des différents trafics.

Il est à remarquer qu'on ne fait pas, comme pour les télégrammes internationaux au départ, la statistique des télégrammes à l'arrivée par bureaux ; il n'est tenu note que du nombre total des télégrammes par relations.

Recette des télégrammes internationaux et de transit. — On obtient la recette résultant de ces différents mouvements en appliquant au nombre total mensuel des télégrammes ou au nombre des mots que comportent les télégrammes, la part qui revient à la Belgique, par télégramme ou par mot.

PUBLICATIONS.

1^o Rapports généraux tant pour la construction que pour l'exploitation du chemin de fer par le ministre des travaux publics, janvier 1837, octobre 1837 et 1839. 3 vol. ;

2^o Chemins de fer, postes, télégraphes et marine. Comptes rendus des opérations pendant les années 1840 à 1883. 44 vol. in-4^o ;

3^o Rapport de la commission des tarifs des chemins de fer, 1841. 1 vol. in-4^o ;

4^o Ministère des travaux publics. Caisse des veuves et orphelins. Comptes rendus annuels.

IV.

MINISTÈRE DES FINANCES.

En dehors des relevés relatifs aux recettes et dépenses du trésor public et à la situation de la dette, les principales statistiques que fait le ministère des finances touchent au nombre des articles de rôles fonciers, à la valeur ou au nombre des objets soumis à la contribution personnelle, aux industries frappées de droits d'accise, aux droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque, de succession et de timbre. Les importations, les exportations et le transit, les droits de douane perçus, l'entrée et la sortie des navires et la marine marchande sont encore des matières sur lesquelles le ministère des finances est chargé de réunir des données statistiques.

I. — Administration des contributions directes, douanes et accises.

1° Nombre des articles de rôle foncier. Ce premier renseignement est fourni, par commune, par les receveurs des contributions. Tout habitant imposé à la contribution foncière a un article spécial au registre du receveur et chaque article est numéroté. Le dernier numéro indique donc le total des articles de la commune.

2° En ce qui concerne les bases de la contribution personnelle, chaque receveur doit donner à son directeur provincial certains renseignements d'après un cadre tracé. Le directeur réunit ces renseignements pour sa province et les transmet au ministère des finances qui les centralise.

3° Les droits de douane qui frappent certaines marchandises sont perçus au moment de l'entrée de la marchandise dans le pays, ou, le cas échéant, à la sortie de l'entrepôt qui est considéré comme territoire étranger.

Ces droits sont inscrits par les receveurs sur des bulletins séparés, selon que l'importation a lieu par mer ou par terre.

4° Statistique des industries soumises aux droits d'accise. L'administration relève le nombre d'établissements, les quantités ou capacités passibles de l'impôt et la production approximative.

5° Cette administration a le cadastre dans ses attributions; elle a donc la charge de réunir les éléments de la statistique territoriale du pays.

II. — Administration de l'enregistrement et de domaines.

La statistique relative aux droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque, de succession et de timbre est faite à l'aide de tableaux sur lesquels les comptables dépouillent *journallement* tous les droits perçus. Un tableau spécial est réservé à chacune des catégories de droits ci-après savoir : droits d'enregistrement perçus sur les actes civils; droits d'enregistrement sur les actes sous seing privé; droits d'enregistrement sur les actes judiciaires; droits d'enregistrement sur les actes d'huissiers; droits d'enregistrement sur les protêts.

L'intitulé des colonnes du dernier tableau est rempli à la main; à l'expiration du mois, les totaux sont reportés sur les feuilles relatives aux registres des actes sous seing privé ou des actes d'huissiers, selon que les droits perçus à l'occasion de l'enregistrement des protêts, l'ont été du chef de dispositions qui ont le caractère d'actes sous seing privé ou du chef de dispositions qui participent de la nature des actes d'huissiers.

Un modèle particulier s'applique aux droits qui sont perçus, en conformité de la loi du 15 avril 1884, sur les prêts agricoles.

D'autres modèles dont l'indication suit, sont destinés, savoir :

Le premier, aux droits de *greffe* ; on y totalise séparément, d'une part, les droits de mise au rôle et, d'autre part, les droits de rédaction, de transcription et d'expédition ;

Le deuxième, aux droits d'*hypothèques* ; on y groupe, au recto de la feuille, les droits de transcription et au verso, les droits d'inscription ;

Le troisième, aux droits de *succession*. Les droits sont inscrits sous quatre rubriques divisées comme suit :

1^{re} rubrique : *Droits de succession* : a) propriété ; b) usufruit ; c) rétributions périodiques ;

2^e rubrique : *Droits de mutation par décès* : a) propriété ; b) usufruit ;

3^e rubrique : *Droits de mutation en ligne directe* : a) propriété ; b) usufruit ;

4^e rubrique : *Droits dus par les époux survivants avec enfants issus du mariage* : a) propriété ; b) usufruit.

D'autre part, ces éléments se subdivisent en trois catégories :

1^{re} catégorie : les droits non susceptibles d'être tenus en suspens, appartenant à l'exercice, et recouverts du 1^{er} janvier de la 1^{re} année au 31 octobre de la 2^e année ;

2^e catégorie : les droits susceptibles d'être tenus en suspens, mais que les contribuables, renonçant au sursis, et sans avoir fourni caution, ont payés du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année qui donne son nom à l'exercice ;

3^e catégorie : les droits dont le recouvrement avait été suspendu, moyennant caution, et qui, devenus exigibles pendant la 1^{re} année de l'exercice, ont été acquittés pendant la durée de cet exercice. Les totaux, par catégorie, sont reportés mensuellement sur un état récapitulatif.

En outre, les droits pour lesquels il a été fourni caution pendant la 1^{re} année de l'exercice, qu'ils aient été recouverts ou non avant la fin de la même année, sont inscrits, à l'expiration de l'année, suivant les divisions dont il est parlé plus haut, dans un cahier à ce destiné.

Un tableau spécial est affecté aux droits de timbre perçus sur les polices d'assurance par application de la loi du 26 août 1883.

Les autres droits de timbre sont dépouillés par les soins de l'administration centrale au vu du compte général que les receveurs doivent rendre à la Cour des comptes.

Les feuilles de dépouillement des droits au comptant, c'est-à-dire les droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et des droits de timbre établis sur les assurances, sont adressées par les comptables aux directeurs provinciaux, avant le 1^{er} mai de l'année qui suit le commencement de l'exercice ; un tableau qui doit comprendre tous les droits payés pendant les deux années de l'exercice, doit, en outre, parvenir aux directeurs provinciaux dans la 1^{re} quinzaine du mois de novembre de la même année.

Les directeurs résumant dans un registre les droits fixes et proportionnels perçus à chaque bureau ; ils envoient ce registre au ministre des finances au plus tard le 31 décembre de la 2^e année de l'exercice.

Les comptables et les directeurs établissent aux feuilles de dépouillement et au registre ci-dessus, pour chaque espèce de droit, le nombre des droits fixes, et le montant des valeurs qui ont été soumises à l'application des tarifs.

L'administration centrale de l'enregistrement résume, à son tour, les droits fixes et proportionnels perçus dans chaque province.

Ce résumé est inséré dans le règlement définitif du budget de chaque exercice.

III. — Administration des monnaies.

C'est à cette administration qu'est confié le soin de relever la valeur nominale des monnaies fabriquées et mises en circulation.

IV. — Secrétariat général.

Les bureaux du secrétariat général ont dans leurs attributions la statistique du commerce extérieur et de la navigation.

1° *Statistique de l'importation.* — Aucune marchandise ne peut entrer dans le pays sans passer par un bureau de douane où elle doit être déclarée, vérifiée et soumise aux droits, s'il y a lieu.

Les écritures de l'importation ont pour base les acquits d'entrée délivrés aux importateurs en échange de leurs déclarations, qui doivent indiquer la nature de la marchandise, le pays de provenance et la quantité ou la valeur ; ces acquits sont consignés par les receveurs sur des bulletins différents, selon que l'importation a eu lieu par mer, ou qu'elle a été effectuée par voie de terre, par chemin de fer, par rivières ou par canaux.

Les bulletins sont tenus constamment au courant dans les bureaux de douane, additionnés mois par mois, récapitulés dans un tableau général et transmis au ministère des finances dans les premiers mois de l'année suivant celle pour laquelle ils ont été ouverts.

2° *Statistique de l'exportation.* — La statistique des exportations est formée d'après les déclarations de sortie faites aux bureaux de douane.

Ces déclarations mentionnent l'espèce de marchandise, le pays de destination ; la quantité exportée, ou la valeur, suivant le cas, sont relevées sur des bulletins distincts, selon que l'exportation a eu lieu par mer ou par terre.

De même que pour l'importation, ces bulletins sont additionnés mensuellement, récapitulés et résumés à la fin de l'année dans un tableau qui est adressé au ministère des finances en même temps que les écritures de l'importation.

3° *Statistique du transit.* — Les acquits de transit et les déclarations de libre entrée pour le transit servent de base à la statistique de transit.

Ces documents doivent mentionner la nature de la marchandise, la quantité ou la valeur, le pays de provenance et le pays de destination.

Après la sortie du pays, constatée par les agents du bureau par lequel cette sortie a eu lieu, les acquits et déclarations du transit sont renvoyés au bureau de délivrance ; le dépouillement en est fait sur des bulletins séparés, selon le mode d'importation, avec indication du mode de transport à la sortie.

A la fin de l'année, ces bulletins sont totalisés, inscrits dans un tableau récapitulatif et transmis au ministère, au plus tard le 1^{er} mars de l'année suivant celle à laquelle ils appartiennent.

4° *Statistique de la navigation.* — Les tableaux constatant l'entrée et la sortie des navires sont formés d'après les états fournis mensuellement par les receveurs des douanes, pour l'entrée des ports où les navires commencent leur déchargement, et pour la sortie, par les receveurs des derniers ports de chargement.

Ces états indiquent le numéro de la déclaration d'entrée ou de sortie, le nom du bâtiment, l'espèce, c'est-à-dire s'il est à voiles ou à vapeur, le nom du capitaine, l'équipage et le tonnage du navire, en indiquant s'il était chargé ou sur lest, le port et le pays de provenance pour l'entrée, le port et le pays de destination pour la sortie.

C'est en dépouillant ces différents états que le département des finances obtient les renseignements qui sont publiés annuellement.

5° *Statistique de la marine marchande.* — La consistance de la marine marchande belge est établie à l'aide de renseignements particuliers.

6° *Statistique des fonctionnaires et employés civils de l'État.* — Il s'agit d'un relevé numérique fait tous les cinq ans. Les fonctionnaires et employés sont classés d'après le ministère auquel ils ressortissent et d'après le chiffre de leur traitement.

V. — Caisse générale d'épargne et de retraite et Banque nationale.

Ces deux institutions ressortissent au ministère des finances. Elles possèdent des éléments utiles pour la statistique économique du pays, il convient donc de les citer ici et de donner à leur égard quelques renseignements succincts.

1° *Caisse générale d'épargne et de retraite*. — La statistique porte sur les bureaux, livrets, versements et remboursements. Les éléments en sont recueillis comme il est dit ci-après.

Les comptes individuels de tous les déposants indistinctement étant adressés à l'administration, d'après les bordereaux transmis par les bureaux chargés des opérations, la statistique s'établit complètement à Bruxelles, mensuellement pour le nombre des versements et des livrets ouverts et soldés, et annuellement quant au classement d'après l'importance du solde des dépôts.

2° *Banque nationale*. — En dehors de ses comptes principaux, la Banque nationale dresse diverses statistiques intéressantes, comme le taux moyen mensuel et le mouvement de l'escompte, la circulation moyenne des billets de banque par coupure, etc.

PUBLICATIONS.

1° Statistique générale des recettes et des dépenses du royaume de Belgique pour les années 1840 à 1870. 1 vol. in-4° ;

2° Statistique générale des recettes et des dépenses du royaume de Belgique pour les années 1840 à 1875. 1 vol. in-4° ;

3° Statistique générale des recettes et des dépenses du royaume de Belgique pour les années 1840 à 1880. 1 vol. in-4° ;

4° Statistique territoriale du royaume de Belgique, 1^{re} publication, 1839; 2^e publication, 1853, in-folio ;

5° Étendue territoriale (revenu imposable des propriétés foncières, nombre des parcelles, etc., en 1865) ;

6° Documents relatifs à la question monétaire. 3 vol. in-4°, 1874, 1876 et 1880 ;

7° Tableau général du commerce de la Belgique avec les pays étrangers pour les années 1831 à 1883. 51 vol. in-folio ;

8° Enquête administrative sur la révision du tarif des douanes, avant-projet de loi soumis aux chambres de commerce. Bruxelles, 1859. 1 vol. in-8° ;

9° Tarif des douanes ;

10° Tableau statistique des fonctionnaires et employés civils de l'État avec indication de la somme totale de leurs traitements. 1855 à 1885. 7 vol. in-4° ;

11° Institution d'une caisse d'épargne et de retraite en Belgique. Documents, 1^{re} partie ;

12° Comptes rendus des opérations et de la situation de la Caisse générale d'épargne et de retraite instituée par la loi du 16 mars 1865, sous la garantie de l'État. In-4°, 1865 à 1884 ;

13° Banque nationale. Rapports pour les années 1851 et suivantes, in-4° ;

14° Banque nationale. Notice et diagrammes, 1851-1881. 1 vol. in-4° ;

15° Budget des recettes et des dépenses du royaume de Belgique (annuel) ;

16° Compte général de l'administration des finances (annuel) ;

17° Situation du Trésor public (annuel) ;

18° Comptabilité de l'État. Comptes rendus par les ministres (annuel) ;

19° Ministère des finances. Caisse des veuves et orphelins. Comptes rendus annuels.

V.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

I. — Le ministère de la guerre s'occupe avec soin de l'instruction des hommes incorporés dans l'armée. Un arrêté royal du 3 février 1876 prescrit des rapports annuels sur les établissements d'instruction de l'armée et leur communication au Conseil de perfectionnement des établissements d'instruction militaire.

Ces rapports sont accompagnés de divers tableaux statistiques. Ainsi il y a la statistique des cours des illettrés et celle des cours du soir qui sont faites conformément à des modèles arrêtés d'avance. Ces états sont tenus au courant par les soins des officiers chargés de la direction des cours et sont centralisés à l'état-major du régiment.

On relève aussi des données sur les écoles régimentaires : c'est le commandant de l'école qui est chargé de faire ce relevé.

L'autorité militaire constate encore le degré d'instruction des hommes incorporés dans l'armée et celle des militaires congédiés.

Les éléments pour la tenue de ces états sont recueillis par les commandants de compagnie, de batterie ou d'escadron et ils sont centralisés à l'état-major du régiment.

Le ministère de la guerre réunit également des données du même genre sur l'école des pupilles de l'armée, sur celle des volontaires d'infanterie, sur l'école militaire et sur l'école de guerre.

Les rapports et statistiques dont il vient d'être parlé ne sont pas publiés comme document spécial.

Les tableaux seuls sont insérés dans l'*Annuaire statistique de la Belgique*.

II. — Il n'en est pas de même de la statistique médicale de l'armée qui fait l'objet d'un document séparé, publié par les soins de l'Inspection générale du service de santé de l'armée.

Ce document comprend :

- 1° Le mouvement nosographique des hôpitaux militaires ;
- 2° Le mouvement des malades dans les corps ;
- 3° Le nombre général des malades (par arme) à la chambre et aux hôpitaux ;
- 4° L'état des congés de convalescence par maladie, par corps et par arme ;
- 5° Les sorties définitives pour cause de maladies ou d'infirmités ;
- 6° L'état de vaccinations et revaccinations des recrues ;
- 7° Le rapport sur la réception au corps des miliciens ;
- 8° La mortalité dans les hôpitaux ;
- 9° La mortalité en dehors des établissements hospitaliers.

Le soin de réunir ces éléments de statistique appartient aux chefs de corps, aux médecins chefs de service dans les hôpitaux, et aux médecins chefs de service dans les corps.

Les renseignements ainsi recueillis sont transmis annuellement ou trimestriellement à l'Inspection générale du service de santé de l'armée.

III. — Les achats faits pour l'alimentation de l'armée, avec l'indication des prix moyens, sont relevés tous les ans à l'aide des comptes trimestriels de la meunerie, des boucheries et des magasins de fourrage.

Le nombre et le prix moyen des chevaux de selle et de trait acquis pour le service de l'armée sont établis annuellement d'après les achats faits par chaque régiment.

IV. — Le ministère de la guerre centralise encore divers autres renseignements statistiques, comme le nombre des condamnations prononcées contre les militaires, le nombre des décès survenus dans l'armée, etc.

Les chefs de corps reçoivent, par les soins des auditeurs militaires, notification des condamnations prononcées par les tribunaux militaires. Les condamnations prononcées par les tribunaux civils sont communiquées aux corps par le ministère de la guerre, qui est avisé mensuellement de ces condamnations par les procureurs généraux près des cours d'appel.

Le nombre des militaires décédés sous les armes est établi au moyen des actes de décès fournis par les directeurs des hôpitaux militaires. Celui des militaires décédés dans leurs foyers est établi au moyen des actes de décès qui sont fournis par les bourgmestres et qui sont transmis aux corps par les commandants des districts militaires.

Les statistiques que nous avons indiquées sous les n^{os} I, III et IV ne sont publiées que dans les documents de la statistique générale de Belgique.

PUBLICATIONS.

1^o Statistique médicale de l'armée belge. 3 volumes parus pour les périodes de 1868-1869, 1870-1874 et 1875-1879;

2^o Annuaire militaire officiel publié sur les documents fournis par le ministère de la guerre;

3^o Triangulation du royaume de Belgique publié avec l'autorisation de M. le ministre de la guerre, par l'institut cartographique militaire, tomes I et III parus;

4^o Caisse des veuves et orphelins des officiers de l'armée, comptes rendus pour 1830 à 1883.

VI.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

Voici l'indication des statistiques que dresse le ministère de la justice et les méthodes suivies pour les recueillir :

I. — Justice criminelle.

A. — COUR DE CASSATION. — La Cour de cassation transmet annuellement au ministre de la justice, le relevé de ses travaux en matière criminelle, électorale, etc.

Ce relevé comprend 6 tableaux :

1^o Nombre des pourvois et demandes diverses formés pendant l'année ;

2^o Résultat des pourvois ;

3^o Résultat des demandes diverses ;

4^o Arrêts cassés en matière criminelle avec les motifs de cassation ;

5^o Arrêts rendus en matière de garde civique ;

6^o Arrêts rendus en matière électorale.

B. — COURS D'APPEL. — La statistique des arrêts rendus par la chambre des mises en accusation et la chambre des appels de police correctionnelle, fait l'objet de deux états qui sont transmis au département de la justice après les deux premiers mois de l'année suivant celle de l'exercice écoulé.

C. — COURS D'ASSISES. — a) Dès que le juge d'instruction présume qu'une affaire sera de la compétence de la cour d'assises, il transmet une feuille de renseignements à l'officier de police judiciaire le plus à même de recueillir les données statistiques. Celui-ci la renvoie, dûment remplie, au juge d'instruction qui, après l'avoir vérifiée, la transmet avec la procédure au ministère public.

b) L'officier du ministère public qui a soutenu les débats rédige le compte rendu des affaires jugées par les cours d'assises. Ce compte rendu est transmis après chaque session au département de la justice.

c) La statistique des causes apparentes des grands crimes fait l'objet d'un état spécial qui est transmis au département de la justice après la clôture de chaque session.

D. — TRIBUNAUX DE 1^{re} INSTANCE. — a) Les parquets tiennent un registre des notices divisé en trois parties.

Dans la première partie, les affaires sont suivies depuis leur origine jusqu'à la détermination définitive prise à leur égard par le ministère public.

La deuxième partie est consacrée à l'instruction proprement dite et la troisième contient les décisions des tribunaux de 1^{re} instance et d'appel.

b) Indépendamment de ce registre, les parquets tiennent le registre dit des annotations, dont le but est de fournir les moyens de mettre la statistique au courant après chaque audience correctionnelle ou, au plus tard, lorsque les extraits des jugements sont parvenus au parquet.

c) Les juges d'instruction inscrivent également dans un registre des notices sur toutes les affaires dans l'ordre de leur communication.

d) Au moyen de ces registres, les parquets et les cabinets d'instruction dressent la statistique annuelle de leurs travaux, qui est transmise au département de la justice dans le courant du mois d'avril qui suit l'exercice écoulé.

E. — TRIBUNAUX DE SIMPLE POLICE. — a) Les juges de paix transmettent annuellement aux procureurs généraux le compte rendu des travaux des tribunaux de simple police.

Ce compte rendu comprend les affaires de simple police et les travaux des juges de paix en leur qualité d'officiers de police judiciaire auxiliaires du procureur du roi.

b) Afin de faciliter la rédaction du compte rendu qui précède, il est tenu dans chaque greffe un registre des jugements rendus par le tribunal de simple police.

F. — JUSTICE MILITAIRE. — Le département de la justice, d'accord avec celui de la guerre, est chargé de faire le résumé statistique de l'administration de la justice militaire.

Les parquets militaires, comme les parquets ordinaires, tiennent un registre de notices au moyen duquel est dressé le compte rendu de l'administration de la justice militaire. La première publication de ce compte rendu se rapportera à 1884.

Ce compte rendu comprendra également la statistique des causes apparentes des grands crimes.

II. — Justice civile.

A. — COUR DE CASSATION. — Le compte rendu des travaux de la Cour de cassation en matière civile se compose de deux tableaux.

Le premier comprend l'indication des cours et tribunaux qui ont rendu les décisions attaquées, les causes à juger et les arrêts rendus sur les renvois.

Dans le second tableau, les arrêts sont classés d'après leur nature et les lois auxquelles ils se rapportent.

Ce compte rendu est transmis, à la fin de l'année judiciaire, au ministère de la justice.

B. — COURS D'APPEL. — a) Les bulletins statistiques concernant les arrêts en matière civile et commerciale ont pour but de donner aux documents statistiques toute l'exactitude désirable, en puisant les renseignements dont ils se composent aux sources les plus certaines.

Ces bulletins, dûment remplis par les conseillers-rédacteurs des sentences délibérées

par la cour, sont remis par eux, avec la minute de leur travail, au greffier qui les inscrit dans le registre des arrêts.

b) Le registre des arrêts en matière civile et commerciale tenu dans chaque greffe, a pour but de faciliter la rédaction du compte rendu de l'administration de la justice civile et commerciale.

c) Le compte rendu de l'administration de la justice civile et commerciale est transmis annuellement, à la fin des vacances, au département de la justice. Il se divise en six tableaux.

C. — TRIBUNAUX DE 1^{re} INSTANCE. — Comme les greffiers d'appel, les greffiers de 1^{re} instance dressent le compte rendu de l'administration de la justice civile et commerciale, au moyen des bulletins et du registre des jugements.

Seulement, comme il y a des tribunaux spéciaux de commerce, le compte rendu de l'administration de la justice commerciale est distinct du compte rendu de l'administration de la justice civile. En d'autres termes, chaque tribunal dresse séparément ces deux statistiques, qui sont transmises au département de la justice à la fin des vacances judiciaires.

D. — TRIBUNAUX DE PAIX. — La statistique des travaux des juges de paix en matière civile comprend cinq tableaux :

- 1^o Bureau de conciliation ;
- 2^o Juridiction contentieuse ;
- 3^o Affaires jugées en vertu de l'article 7 du Code de procédure civile ;
- 4^o Juridiction gracieuse ;
- 5^o Renseignements divers.

Cette statistique est dressée au moyen du registre sur comparution volontaire et du registre des affaires sur citation qui sont tenus par les greffiers.

III. — Prisons.

Les maisons de détention dressent chaque année le compte de la statistique pénitentiaire.

Ce compte, après avoir été approuvé par la commission administrative, est transmis au ministre de la justice.

IV et V. — Écoles agricoles et dépôts de mendicité.

Les directeurs des écoles agricoles et des dépôts de mendicité adressent annuellement au département de la justice un état faisant connaître la situation de ces établissements.

VI. — Aliénés.

Les statistiques concernant les aliénés sont rédigées d'après les données contenues :

1^o Dans les rapports annuels que les comités d'inspection des asiles d'aliénés sont tenus d'adresser, dans le courant du premier trimestre de chaque année, au département de la justice, en exécution de l'article 76 du règlement général et organique sur le régime des aliénés du 1^{er} juin 1874, pris en conformité de l'article 23 de la loi du 28 décembre 1873-25 janvier 1874 ;

2^o Dans ceux que les directeurs et les médecins des asiles doivent respectivement faire parvenir, dans le courant du mois de janvier de chaque année, sur la situation de leur établissement pendant l'année précédente et sur leur situation au point de vue médical et hygiénique ;

3^o Dans les états relatifs aux aliénés alcooliques.

VII. — Dons et legs.

La statistique des libéralités aux établissements du culte ou aux établissements charitables dont l'acceptation est autorisée par le Roi, se fait d'après les arrêtés royaux.

La statistique des libéralités dont l'acceptation est autorisée par les députations permanentes des conseils provinciaux, se fait à l'aide des états que les gouverneurs adressent chaque année au département de la justice, dans la première quinzaine de janvier.

VIII. — Naturalisations et autorisations de domicile.

Les renseignements statistiques fournis à ce sujet sont puisés dans les arrêtés royaux accordant à des étrangers la naturalisation ou l'autorisation d'établir leur domicile en Belgique.

IX. — Monts-de-piété.

Les données statistiques sur les monts-de-piété sont extraites des comptes et des budgets que les administrations de ces établissements doivent, d'après la loi sur la matière, transmettre annuellement au ministre de la justice.

X. — Hospices et bureaux de bienfaisance.

Les hospices et les bureaux de bienfaisance doivent adresser tous les cinq ans, au département de la justice, l'état statistique de leur situation financière.

De ces diverses statistiques celles relatives à l'administration de la justice criminelle et civile, aux prisons, aux écoles agricoles et dépôts de mendicité, aux aliénés, font actuellement l'objet de publications spéciales.

Les autres, c'est-à-dire celles qui se rapportent aux dons et legs, aux naturalisations et autorisations de domicile, aux monts-de-piété et aux hospices et bureaux de bienfaisance, sont insérés dans les documents de la statistique générale de Belgique.

PUBLICATIONS.

1° Compte de l'administration de la justice criminelle en Belgique pendant les années 1831 à 1834, 1836 à 1839, 1840 à 1843. 3 vol. ;

2° Compte de l'administration de la justice civile en Belgique pendant les années 1832 à 1843. 2 vol. ;

3° Compte de l'administration de la justice civile et criminelle en Belgique. 1841 à 1880. 5 vol. in-4° ;

4° Situation des écoles de réforme du Ruysselede, de Wyngene et de Beernem, 1849 à 1858. 1 vol. in-4° ;

5° Écoles de réforme. Rapports, 1849 à 1879 (rapports 1 à 12) ;

6° Statistique des prisons et des établissements pénitentiaires et de réforme pour 1875 à 1880. 4 vol. in-8° ;

7° Enquête et rapports sur le travail dans les prisons et les dépôts de mendicité. Bruxelles 1848, 1 vol. in-4° ;

8° Rapport de la commission chargée par M. le ministre de la justice de proposer un plan pour l'amélioration de la condition des aliénés en Belgique. Enquête sur l'état actuel des maisons d'aliénés avec plans et pièces à l'appui. Bruxelles, 1842 ;

9° Rapports de la commission supérieure d'inspection des établissements d'aliénés, instituée par arrêté royal du 18 novembre 1851, années 1853 à 1881 ;

10° Ministère de la justice. Caisse des veuves et orphelins. Comptes rendus annuels.

VII.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

I. — Administration des affaires provinciales et communales.

Cette administration publie annuellement les *Budgets provinciaux*.

II. — Administration de l'enseignement primaire et administration de l'enseignement moyen et supérieur.

Ces administrations relèvent tout ce qui intéresse l'enseignement public, comme le nombre des établissements d'instruction, le nombre des élèves, les résultats des examens, etc. Ces renseignements sont publiés dans les *Rapports triennaux* sur l'enseignement primaire, sur l'enseignement moyen et sur l'enseignement supérieur.

III. — Administration du service de santé, de l'hygiène publique et de la voirie communale.

Les commissions médicales provinciales ressortissent à cette administration qui en publie annuellement les rapports.

Elle relève également le nombre des médecins, pharmaciens et sages-femmes existant dans le pays.

Les ressources affectées par les communes, les provinces, l'État et les particuliers, à l'amélioration des chemins vicinaux subventionnés par l'État, et les travaux exécutés à l'aide de ces ressources sont envoyés, chaque année, à l'administration centrale par les gouverneurs de province.

Les données précitées sur le personnel médical et sur la voirie communale sont publiées dans l'*Annuaire statistique de la Belgique*.

IV. — Administration de la statistique générale de Belgique.

Ainsi qu'il a été dit précédemment, cette administration a pour mission de centraliser les divers éléments de statistique recueillis dans le pays. Mais ses attributions ne s'arrêtent pas là. Elle est chargée également de recueillir directement diverses données statistiques. Parmi celles-ci, les unes font l'objet de publications spéciales, les autres sont insérées dans les documents de statistique générale.

Il convient d'exposer d'abord les premières :

A. — STATISTIQUES FAISANT L'OBJET DE PUBLICATIONS SPÉCIALES. — 1° *Statistique du mouvement de l'état civil et de la population*. — Elle comprend :

a) Le relevé des naissances et des décès et le relevé des habitants changeant de résidence ;

b) Le relevé des naissances, des mort-nés et des jumeaux par mois et par état civil ;

c) Les décès par âge, par mois et par état civil ;

d) Les décès par maladie et groupés par âge et par sexe ;

e) Les morts violentes par sexe ;

f) Les mariages par âge et par état civil ;

g) Les mariages par mois et par état civil ;

h) Les divorces par mois ;

i) Les reconnaissances et légitimations des enfants naturels.

Ces matières font l'objet de seize tableaux qui sont remplis par chaque administration communale et transmis au ministère de l'intérieur par l'intermédiaire des commissaires d'arrondissement et des gouverneurs de province; les communes étant au nombre de 2,586, c'est donc un dépouillement de 41,376 tableaux qui se fait annuellement.

A l'origine, ces données ont été publiées dans des documents spéciaux. C'est pourquoi nous en parlons dans cette première partie. Mais de 1851 à 1880, elles n'ont plus été insérées que dans les *Documents statistiques publiés par le département de l'intérieur*, puis dans l'*Annuaire statistique de la Belgique*, où elles figurent dans des tableaux plus ou moins généraux et présentés à divers points de vue.

2° *Recensement général de la population.* — Des recensements généraux de la population ont eu lieu en 1846, 1856, 1866 et 1880, le premier au 15 octobre, les autres au 31 décembre. En outre, en 1876, il a été fait un dénombrement de la population.

Chacun de ces recensements a été publié en un volume. La marche suivie pour procéder à leurs opérations n'a pas toujours été la même. Le recensement de 1880 a été marqué par certaines innovations, dont les résultats ont été très favorables.

Ainsi il n'a plus été fait usage d'un seul bulletin dit *bulletin de ménage* sur lequel devaient être mentionnées, tout à la fois, les personnes de *résidence habituelle* et les personnes se trouvant accidentellement dans la localité.

Un second bulletin a été dressé pour contenir uniquement les personnes de la seconde catégorie, le bulletin primitif restant réservé pour l'inscription des habitants, présents ou absents, qui avaient leur résidence habituelle dans la maison recensée.

Cette méthode a été choisie parce qu'elle facilite et active le dépouillement du bulletin dit *bulletin de ménage* et permet de connaître plus rapidement le chiffre de la population de résidence habituelle dite *de droit*.

Une autre amélioration a été cherchée par l'introduction de cartes de dépouillement. Il a été créé une de ces cartes pour chaque habitant, sur laquelle on inscrit, d'après les données des bulletins, outre les nom et prénoms de la personne, tous les renseignements que le recensement avait pour but de constater. On y indique donc le sexe, l'état civil, le lieu et l'année de naissance, la ou les langues nationales parlées, le degré d'instruction et les professions ou conditions.

Il était utile de signaler ces deux points importants de l'organisation des recensements en Belgique, mais il n'est pas possible de faire ici un exposé complet de cette organisation. On trouvera, au reste, dans un volume appelé *carnet-inventaire*, les instructions qui ont été données pour la marche à suivre dans les opérations du recensement de 1880.

3° *Recensement de l'industrie.* — En 1846, il a été fait un recensement de l'industrie. Le compte rendu en a été publié en un volume in-folio.

En 1856, un même travail a été tenté, mais les résultats en ont été trop incomplets pour en permettre la publication.

En 1880, il a été décidé qu'on ferait un recensement de l'industrie, mais on a considéré comme impossible d'étendre cette opération à toutes les industries et métiers, et l'on s'est borné à recueillir des renseignements sur quelques industries déterminées. Ces industries sont au nombre de 57 et elles sont énumérées aux pages 46 et suivantes du *carnet-inventaire* dont il a été parlé plus haut.

Des agents recenseurs ont été chargés de remettre à l'industriel à recenser un questionnaire et de le faire remplir.

Tous les questionnaires, dûment remplis, ont été renvoyés à l'administration centrale où le dépouillement devait s'effectuer entièrement.

Le compte rendu de ce recensement est à l'impression. Il est divisé en quatre sections :

a) Statistique générale de chaque industrie recensée par commune, par arrondissement administratif, par province et pour le royaume ;

b) Subdivision du personnel d'après la qualité, l'âge et le sexe, et subdivision des établissements d'après l'importance de leur personnel ;

c) Subdivision des ouvriers sous le rapport de la durée de leur travail, du taux et de la nature de leur salaire ;

d) Dénombrement des chaudières de machines à vapeur, et dénombrement et puissance des moteurs mécaniques.

4° *Statistique financière des communes.* — Tous les cinq ans, il est fait un relevé comprenant les recettes et les dépenses de chaque commune, la contenance et le revenu des propriétés communales, la situation des dettes communales, en capital et intérêts, et enfin les revenus ordinaires des bureaux de bienfaisance.

Chaque commune doit fournir son relevé.

Elle l'adresse à l'administration provinciale qui transcrit et réunit les données et qui les fait parvenir à l'administration de la statistique générale. Celle-ci, après vérification, livre ces relevés à l'impression.

Les cadres de cette statistique n'ont pas toujours été uniformes. Au surplus, ce n'est qu'en 1883, pour les données de 1875, qu'elle donne lieu à une publication spéciale. Encore est-il qu'elle a d'abord été insérée dans le tome XV du *Bulletin de la commission centrale de statistique.*

Antérieurement, elle figurait dans les *Documents statistiques publiés par le département de l'Intérieur.*

B. — Il y a lieu maintenant de passer en revue les statistiques qui sont comprises dans les documents de statistique générale et qui sont recueillis spécialement par l'administration de la statistique générale du royaume.

1° *Statistique communale.* — D'après les lois promulguées cette administration relève, chaque année, le nombre, les créations ou suppressions et les changements de limites des communes.

Elle répartit également les communes existantes en plusieurs catégories d'après la population et d'après le nombre des conseillers communaux.

2° *Biens patrimoniaux des provinces.* — L'administration, par l'intermédiaire des gouverneurs de province, réclame annuellement de l'administration du cadastre la contenance et le revenu cadastral des biens patrimoniaux des provinces.

3° *Statistique de l'émigration et de l'immigration.* — Les données relatives à cette matière sont recueillies à l'aide des tableaux annuels que chaque commune doit remplir pour établir le mouvement de l'état civil et de la population.

Néanmoins elles ne sont pas publiées d'une façon complète, dans les documents spéciaux et c'est pourquoi l'exposé de la méthode suivie est donné à cette place.

D'après les règles tracées pour la tenue des registres de population, toute personne venant habiter ou quittant une commune est obligée de faire à l'administration communale, la déclaration de son arrivée et de son départ avec l'indication de la localité ou du pays d'où elle vient ou bien où elle se rend.

L'inaccomplissement de cette obligation expose le contrevenant à l'amende établie par la loi du 2 juin 1856.

C'est grâce à ces prescriptions qu'il est possible de dresser la statistique de l'immigration et de l'émigration par voie de mer ou de terre, en mentionnant le sexe et le pays de provenance ou de destination et en distinguant les personnes nées en Belgique de celles nées à l'étranger.

Le relevé de chaque commune est adressé, par l'entremise du gouverneur de la province, à l'administration centrale. Celle-ci en effectue le dépouillement et dresse les tableaux qui sont publiés dans l'*Annuaire statistique de la Belgique.*

4° *Statistique électorale.* — Cette statistique a pour objet :

a) Le dénombrement des électeurs pour les Chambres législatives, pour les conseils provinciaux et pour les conseils communaux. La loi du 24 août 1883 ayant admis à l'électorat pour la province et pour la commune, les citoyens qui avaient un certain degré d'instruction, il a été introduit, à ce point de vue, diverses distinctions dans les relevés des électeurs provinciaux et communaux ;

b) Le classement numérique des électeurs généraux, c'est-à-dire pour les Chambres législatives, d'après leur profession ou condition principale ;

c) Le relevé des résultats des élections :

α) Pour les Chambres législatives en ce qui concerne le nombre des électeurs inscrits et des votants ;

β) Pour les conseils provinciaux avec certains détails en ce qui concerne les conseillers élus, les électeurs inscrits, les votants, etc. ;

γ) Pour les conseils communaux avec certains détails en ce qui concerne les conseillers élus, les électeurs inscrits, les votants, etc.

Ces renseignements sont puisés, directement, dans les dossiers électoraux par l'administration de la statistique générale en ce qui concerne les élections pour les Chambres législatives ; pour les autres élections, les administrations provinciales recueillent les données et les transmettent à l'administration centrale.

5° *Statistique intellectuelle.* — a) Le degré d'instruction des jeunes gens appelés au tirage au sort pour le service militaire est constaté chaque année. Lorsque le jeune homme se présente, ainsi qu'il y est tenu, pour se faire inscrire sur la liste de tirage, le degré de son instruction est mentionné sur un tableau *ad hoc*, d'après sa déclaration contrôlée par des moyens rapides. C'est à l'aide de ces éléments que les gouverneurs de province rassemblent les données qu'ils doivent transmettre chaque année à l'administration de la statistique générale.

b) Un nouvel élément du degré d'instruction de la population a vu le jour grâce à la loi du 24 août 1883, établissant les examens électoraux. Les résultats de ceux-ci permettent de connaître et de comparer l'état de l'instruction dans les diverses localités du pays. On a donc profité de ce nouvel élément pour en dresser la statistique.

Les administrations provinciales recueillent en province les données sur cet objet et les transmettent à l'administration centrale.

c) La fréquentation des bibliothèques se lie à l'état intellectuel de la nation. C'est pourquoi il a été réclamé des renseignements statistiques de chacune des bibliothèques publiques du royaume. Ces renseignements ne sont relevés que depuis deux ans et n'ont pas encore été publiés.

6° *État physique.* — C'est encore à l'aide des obligations imposées par la loi sur la milice que chaque année des données sont recueillies sur l'état physique. Les exemptions pour causes physiques sont accordées aux jeunes gens que leur numéro de tirage appelaient au service. Les causes d'exemption sont le défaut de taille ou les maladies et les infirmités. Ce sont les conseils de milice et, en appel, les conseils de révision qui statuent. C'est dans leurs décisions que les administrations provinciales puisent les éléments du tableau.

7° *Statistique financière.* — a) Les administrations provinciales sont tenues de fournir chaque année, au ministère de l'intérieur, un résumé de leurs recettes et de leurs dépenses d'après un cadre déterminé, ainsi que la situation des emprunts de la province.

b) En ce qui concerne les communes de 20,000 habitants et plus, on ne se restreint pas à la statistique quinquennale, dont il a été parlé plus haut. En raison du chiffre de leur population, ces communes ont une importance particulière et c'est à ce titre qu'il leur est prescrit de remplir chaque année un tableau particulier.

c) Les administrations provinciales ont à consigner annuellement les emprunts contractés par les communes durant le dernier exercice.

8° *Prix de la viande*. — Le prix moyen annuel des diverses espèces de viande sur pied et dépecée est transmis à l'administration de la statistique générale par chaque gouverneur, pour le chef-lieu de la province.

Il convient maintenant de faire connaître quels sont les documents qui sont publiés en Belgique et qui renferment, généralement résumées, les diverses données statistiques recueillies dans le pays.

Le premier document de l'espèce est de 1836. Il a pour titre : *Documents statistiques recueillis et publiés par le ministre de l'intérieur du royaume, 3^e publication officielle*. Il a été suivi de trois autres publications du même genre. La dernière a paru en 1841.

Jusqu'en 1857, ce genre de publication est suspendu. A cette époque, on fait paraître les *Documents statistiques publiés par le département de l'intérieur*. Ils existent jusqu'en 1869 et ils sont remplacés l'année suivante par l'*Annuaire statistique de la Belgique*, qui paraît régulièrement et dans lequel sont insérés, plus ou moins succinctement, les divers renseignements statistiques belges.

A côté de ces publications annuelles, il y a les publications décennales ou quinquennales. Un premier essai a d'abord paru en 1841 sous le titre de *Résumé des rapports sur la situation administrative des provinces et des communes de Belgique pour 1840*.

Dans la suite, le cadre de ce document a été élargi et le titre est devenu *Exposé de la situation du royaume*. Le premier *Exposé* a pour objet la période de 1841 à 1850, le deuxième se rapporte à la période de 1851 à 1860 et le dernier embrasse la période de 1861 à 1875.

Le plan de celui-ci a été dressé par la commission centrale de statistique. Pour l'exécuter, elle a demandé des travaux à certains de ses membres, à des fonctionnaires du Gouvernement ou à d'autres personnes, chacune suivant sa compétence.

Les matières ainsi recueillies ont été revues par la Commission centrale de statistique, puis publiées par l'administration de la statistique générale de Belgique.

PUBLICATIONS.

- 1° Budgets provinciaux, in-8°;
- 2° Rapports des commissions médicales provinciales, 1859 et suiv., in-8°;
- 3° Enseignement primaire en Belgique, 1830 à 1840. 1 vol. in-8°;
- 4° Enseignement primaire. Rapports triennaux, 1843 à 1881. 13 vol. in-4°;
- 5° Enseignement moyen. Rapports de 1830 à 1851. 2 vol.;
- 6° Enseignement moyen. Rapports triennaux, 1852 à 1881. 10 vol. in-4°;
- 7° Établissements d'instruction primaire et moyenne soumis à l'inspection légale;
Recensement des élèves au 31 décembre 1873. Bruxelles, 1874. 1 vol. in-4°;
- 8° Enseignement supérieur en Belgique. Rapports triennaux, 1849 à 1882. 10 vol.;
- 9° Recherches sur la reproduction et la mortalité de l'homme aux différents âges, et sur la population de la Belgique, 1^{re} publication officielle. 1 vol. in-8°, 1832;
- 10° Statistique des tribunaux de la Belgique, 2^e publication officielle. 1 vol. in-8°, 1833;
- 11° Documents statistiques recueillis et publiés par le ministre de l'intérieur, 3^e, 4^e, 5^e et 6^e publication officielle. 4 vol. in-8° et in-4°, 1836 à 1841;
- 12° Documents statistiques publiés par le département de l'intérieur. 13 vol., 1857 à 1869;
- 13° Annuaire statistique de la Belgique. 15 vol., 1870 à 1884;
- 14° Résumé des rapports sur la situation administrative des provinces et des communes

de Belgique pour 1840, présenté au Roi par le ministre de l'intérieur, le 16 mars 1841. 1 vol. in-4°;

15° Exposé de la situation du royaume pour la période de 1841 à 1850. 1 vol. in-4°;

16° Exposé de la situation du royaume pour la période de 1851 à 1860. 3 vol. in-4°;

17° Exposé de la situation du royaume pour la période de 1861 à 1875. 2 vol. in-8°;

18° Statistique de la Belgique : Population. Relevé décennal de 1831 à 1840. Relevé annuel pour 1841 à 1850. 11 vol. in-4°;

19° Mouvement de l'état civil et de la population pour 1867 à 1883. 3 vol. in-4°;

20° Recensement général de la population au 15 octobre 1846. 1 vol. in-folio;

21° Recensement général de la population au 31 décembre 1856. 1 vol. in-4°;

22° Recensement général de la population au 31 décembre 1866. 1 vol. in-4°;

23° Recensement de la population au 31 décembre 1876. 1 vol. in-4°;

24° Recensement général de la population au 31 décembre 1880. 1 vol. in-4°;

25° Recensement général de l'industrie en 1846. 1 vol. in-folio;

26° Recensement général de l'industrie en 1880. 2 vol. (sous presse);

27° Statistique financière des communes 1865 et 1875. 1 vol. in-4°;

28° Bulletin de la commission centrale de statistique. 15 vol. in-4°;

29° Statistique comparative des octrois communaux en 1828, 1829, 1835 et 1836. 1 vol. in-plano;

30° Rapport sur les octrois communaux de Belgique présenté aux Chambres en 1845 par le ministre de l'intérieur. 2 vol. in-4°;

31° Ministère de l'intérieur. Caisse des veuves et orphelins. Comptes rendus annuels;

32° Ministère de l'instruction publique. Caisse des veuves et orphelins. Comptes rendus annuels.

VIII.

Dans un exposé de la statistique belge, il convient de ne pas passer sous silence certains travaux qui se font en dehors des départements ministériels.

Ainsi l'Observatoire royal de Bruxelles, dans sa sphère, publie d'importants travaux statistiques. Les administrations provinciales et communales, de leur côté, font paraître des documents qui doivent être mentionnés ici, notamment :

1° Les exposés de la situation administrative des provinces, publication qui se fait annuellement, dans chaque province, par les soins de la députation permanente des conseils provinciaux ;

2° Les rapports sur la situation administrative de chaque commune. Ce document est rédigé annuellement, au vœu de la loi, par les bourgmestres et échevins et livré à l'impression dans un grand nombre de communes ;

3° Les comptes et les budgets des communes, qui sont imprimés lorsqu'ils excèdent la somme de 20,000 fr.

En outre, diverses villes ou communes ont des bureaux faisant de la statistique, particulièrement au point de vue du service de santé et de l'hygiène. Le bureau de la ville de Bruxelles est le principal parmi eux, tant par son organisation que par ses publications.